

**SESSION EXTRAORDINAIRE SUR LA PERSPECTIVE DES
GOUVERNEURS LIÉE À L'ÉLABORATION DES STRATÉGIES
NATIONALES POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA FINANCE
ISLAMIQUE**

A partir des années 50, la finance islamique a bénéficié d'une attention croissante et a été largement reconnue dans les pays islamiques ainsi que dans les pays développés non islamiques tels que le Royaume-Uni, le Luxembourg, Singapour, Hong Kong, le Japon, etc. De plus, la Finance Islamique est devenue l'un des éléments du système financier international, qui ont connu l'évolution la plus rapide au cours des dernières décennies. Le concept de la Finance Islamique ou de la finance conforme à la Charia est fondé sur les principes fondamentaux de l'islam concernant les droits de propriété, la justice sociale et économique, la répartition des richesses et la gouvernance. A la suite de la crise financière récurrente, on a repris de nouveau le débat sur le rôle que la finance islamique peut jouer grâce à ses principes éthiques solides et son approche basée sur les actifs, en vue de promouvoir la croissance économique internationale et atténuer les effets de la crise financière. La Finance Islamique est aujourd'hui largement conçue en tant qu'un outil solide et une industrie digne de confiance grâce à sa structure exceptionnelle.

*Brève
note*

D'autre part, vu le volume actuel de l'industrie, qui a atteint 1,88 mille milliards de dollars américains en 2015 (ISFI 2016), ainsi que sa composition, la Finance Islamique constitue toujours un marché de niche dans l'ensemble de l'industrie financière mondiale. Les perspectives pour l'industrie sont assez brillantes en raison de la forte demande de services financiers provenant d'un large segment de 1,6 milliards de musulmans et d'autres investisseurs non musulmans dans le monde qui veulent canaliser leurs économies vers la finance éthique. La durabilité et la croissance future du secteur dépendront en grande partie de la mesure dans laquelle il répondra aux demandes des investisseurs et fera face aux nombreux défis, y compris les questions concernant son fondement théorique, le développement de l'infrastructure, la mise en œuvre systémique, l'intégration avec

les systèmes externes et le renforcement de l'efficacité opérationnelle.

Au sein des pays membres, les organismes du secteur public jouent un rôle crucial dans la promotion de la Finance Islamique. Les fonctions de supervision sont exercées par les banques centrales, les autorités du marché des capitaux et les régulateurs Takaful. Les organismes du secteur public servent également de plateformes clés du marché qui facilitent l'assurance-dépôts islamique et acceptent les dépôts statutaires conformes à la Charia. Les universités publiques produisent des recherches et des informations importantes sur l'Industrie des Services Financiers Islamiques, en particulier dans les pays qui ont mis en place des programmes consacrés à ce secteur. En outre, certains gouvernements ont financé des organismes de formation et de certification au sein de leur pays - ce qui constitue un élément important de l'infrastructure pour l'industrie.

Compte tenu des questions susmentionnées, les Pays Membres doivent sensibiliser le public à l'Industrie de la Finance Islamique et construire une infrastructure financière plus solide pour son développement afin de mieux saisir les opportunités offertes par la Finance Islamique. A cet égard, l'élaboration d'une Stratégie Nationale de Finance Islamique revêt une importance particulière en vue de stimuler l'Industrie de la Finance Islamique. Les Stratégies de Finance Islamique au niveau national peuvent fournir une feuille de route pour l'Industrie de la Finance Islamique et faciliter la création du cadre juridique, réglementaire et de surveillance nécessaire.

Objectif de la table ronde L'objectif principal de cette table ronde est de discuter de divers aspects des stratégies nationales de Finance Islamique afin de promouvoir la Finance Islamique dans les Pays Membres de l'OCI.

Questions et sujets Les sujets possibles qui peuvent être abordés lors de la discussion comprennent, sans s'y limiter, les questions suivantes:

- Pourquoi les pays membres ont-ils besoin de la Finance Islamique?
- Comment devrait être le cadre juridique et conceptuel des Stratégies de Finance Islamique (SFI)?
- Quels types de dispositions juridiques et institutionnelles sont requis pour développer des SFI dans les Etats Membres?
- Sur quel sujet les SFI doivent-elle se concentrer à court, moyen et long terme?
- Quelles pourraient être les principales composantes des SFI?
- Comment la mise en œuvre des SFI pourrait-elle être mesurée et évaluée?
- Comment devrait-on créer un environnement favorable à la Finance Islamique?
- Comment peut-on assurer la conformité à la Charia?
- Comment les SFI peuvent-elles relever les défis de la Finance Islamique (c'est-à-dire le besoin d'infrastructure nécessaire, l'amélioration de l'efficacité opérationnelle) afin d'assurer sa durabilité et sa croissance future?

Participation Toutes les délégations des Etats Membres de l'OCI, les représentants des Institutions de l'OCI et de différentes Organisations Internationales, qui participent à la 32^{ème} Session Ministérielle du COMCEC, sont invités à participer à la session extraordinaire. Des représentants de la société civile, des hommes d'affaires, des universitaires et d'autres parties prenantes concernées seront également invités à participer à cette session.

Lieu et date Centre des Congrès d'Istanbul, Istanbul, Turquie, 24 novembre 2016

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

Okan POLAT, Expert,

Bureau de Coordination du COMCEC, Necatibey cd. No:110

CANKAYA- ANKARA

Tél: +90 312 294 57 08 E-mail: opolat@comcec.org